



L'insécurité au nom de la sécurité : **Note de recherche sur l'impact du Plan** **Colombie sur la province frontalière** **de Sucumbíos, Équateur**

Sophie Lemoyne-Dessaint
Université de Montréal

La peur comme fait structurant la vie sociale est au cœur de plus en plus de travaux anthropologiques. À une époque où la sécurité est sur les lèvres de tous les représentants gouvernementaux, l'incertitude semble s'être emparée de nous tous et nous exigeons de nos dirigeants un plus grand contrôle des différents dangers qui nous guettent. Or, ce contrôle exercé par les États au nom de la sécurité a souvent l'effet inverse d'alimenter la peur plutôt que de la restreindre. Nous voulons montrer ici un exemple de ce cercle vicieux où la peur justifie la sécurité et où la sécurité alimente la peur. Nous nous attardons sur le cas de Sucumbíos, une province équatorienne frontalière de la Colombie. Notre hypothèse est que le discours d'urgence entourant la situation colombienne a justifié l'implantation de mesures de sécurité qui ont eu pour effet de créer un climat d'incertitude dans la zone frontalière équatorienne. Ainsi, cette région est devenue problématique et devient à la fois le théâtre de mesures de sécurité et d'interventions humanitaires. C'est l'aspect problématique de cette zone qui nous a amenés à réaliser, à l'automne 2005, un terrain dans le cadre d'une enquête préliminaire sur la sécurité humaine dans les régions frontalières – projet initié par une université canadienne – sur laquelle se base cette note de recherche.

Les données empiriques proviennent, d'une part, d'une série d'entrevues effectuées auprès d'autorités et de dirigeants d'institutions publiques et d'organismes non gouvernementaux (ONG).

Elles ont été réalisées durant le mois d'octobre 2005 dans le cadre d'une investigation préliminaire sur la sécurité humaine dans les provinces frontalières, sous le mandant d'un professeur de l'Université de Waterloo et exécutée en collaboration avec le *Centro de investigación de los movimientos sociales del Ecuador* (Centre de recherche sur les mouvements sociaux de l'Équateur) – centre pour lequel l'auteur travaillait. En prenant comme cadre analytique le concept de sécurité humaine, tel qu'élaboré par les Nations Unies, l'enquête consistait à évaluer les changements dans les différentes sphères suivantes : la situation socio-économique, la santé et l'éducation, la sécurité citoyenne, la situation des déplacés et des réfugiés, et l'organisation de la société civile. L'enquête préliminaire s'est limitée au point de vue des dirigeants d'institutions publiques et ceux d'ONG, ce qui signifie que les témoignages représentent essentiellement la perspective de ces institutions. Les entrevues ont été dirigées par l'auteur de cet article, une Canadienne, et par une personne de la région, facilitant ainsi le contact avec les dirigeants et permettant d'aborder des sujets délicats pour la région, tels que la sécurité et les débordements du conflit colombien. Finalement, le rapport des Nations Unies en Équateur (ONUE) sur la situation à la frontière équatorienne publié en juillet 2004 et les rapports annuels (2002 et 2005) de l'Observatoire pour la paix (OIPAZ) viennent compléter les données empiriques récoltées sur le terrain.

Sécurité et droits humains : le script de la modernité¹

L'État, à qui revient la responsabilité en matière de sécurité, est certes responsable de protéger contre un certain danger identifié (Krasner 1999), mais de plus en plus la sécurité semble être une valeur instrumentalisée par différents pouvoirs pour justifier l'intervention et l'ingérence. Le mandat de la sécurité surpasse aujourd'hui les frontières géopolitiques. Au nom de la sécurité, l'intervention est justifiée (Badie 1995; Hardt et Negri 2000). Les droits humains justifient également le droit d'ingérence. Outre la définition neutre des droits humains², l'ambiguïté est davantage dans son utilisation. La difficulté vient, entre autres, du fait que les droits humains sont naturalisés alors qu'ils s'inscrivent dans un processus historique (Wallerstein 1997). Ils deviennent donc intouchables et sont instrumentalisés par qui veut les utiliser pour justifier un acte « moral ». La sécurité et les droits humains représentent en quelque sorte le script de la modernité et cachent souvent des visées politiques. Alors qu'un ensemble de pratiques et de discours s'en réclament, il s'agit de comprendre la sécurité et les droits humains en fonction des différents acteurs qui se les approprient.

¹ L'expression « script de la modernité » est reprise de Bertrand Badie (1995).

² La définition des droits humains à laquelle on réfère est la suivante : ce sont des droits moraux et juridiques qui s'appliquent universellement à tout être humain.

Le Plan Colombie au nom de la sécurité et des droits humains

On réfère au conflit colombien comme étant la « crise humanitaire » la plus grande de l'hémisphère occidental (ONU 2004:30). Depuis plus de 40 ans, la Colombie est aux prises avec un conflit social, politique et militaire entre le gouvernement et des groupes de *guérilleros* qui réclamaient à l'époque, et encore aujourd'hui, une réforme agraire qui encouragerait l'autosuffisance alimentaire plutôt que de céder les terres aux grands propriétaires fonciers et aux multinationales. Au cours des années, la Colombie a atteint une réputation pour la prolifération de ses cartels et de ses réseaux de narcotrafiquants qui produisent 80 % de la cocaïne sur le marché mondial (FIDH 2004:9). Les facteurs sociaux, tels que la vie misérable des paysans et la corruption courante au sein des classes dirigeantes, ont été particulièrement propices au développement de ces économies illégales. Le conflit colombien a occasionné la mort de centaines de milliers de Colombiens et des milliers de réfugiés dans différents pays. On compte plus de deux millions de déplacés internes à ce jour et un nombre croissant d'atteintes aux droits humains est dénoncé jour après jour (FIDH 2004:7). Or, choisir l'expression « crise humanitaire » pour définir une guerre civile évoque une vision mécanique et naturelle du conflit. Comme Mariella Pandolfi le suggère, ce type d'appellation évacue l'« interconnection complexe entre modifications des équilibres internationaux et phénomènes politiques produits par les événements historiques particuliers se déroulant en des lieux hautement spécifiques » (2002:42). Ce discours de crise humanitaire permet l'intervention en bonne conscience et cache un conflit hautement politique et stratégique.

Qualifié de « Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État », le Plan Colombie est instauré en 2000 suite à une entente entre les États-Unis et la Colombie. Il a pour objectif officiel d'éradiquer la production de feuilles de coca et de démanteler les réseaux de narcotrafiquants. Il s'agit de rétablir l'État de droit, impossible à maintenir avec le marché de substances illicites, explique le communiqué de presse suivant l'annonce du Plan Colombie (USDS 2000). En chiffres, il s'agit d'une aide de 1,3 milliards de dollars américains par année investie dans quatre champs : l'aide militaire, les fumigations, la promotion des cultures alternatives et la création d'emploi (USDS 2000). Un an plus tard, les États-Unis introduisent l'Initiative andine antidrogue qui est la version régionalisée du Plan Colombie et qui a pour but de renforcer la démocratisation dans les pays avoisinants à la Colombie, dont l'Équateur, et de mieux contrôler le trafic de drogue dans la région andine (OIPAZ 2002:18). À la suite des événements du 11 septembre 2001, la Colombie devient un pays cible de la lutte contre le terrorisme et le Plan Colombie, le véhicule pour y intervenir³. Ainsi, en 2004, les trois quarts du budget investi

³ Sans entrer dans les détails de l'intervention américaine dans la région, il y a lieu de se questionner sur les réelles intentions du Plan Colombie qui se cachent derrière le devoir moral de la lutte contre le narcotrafic, le terrorisme et la lutte pour la démocratie et les droits humains. Le Plan Colombie apparaît comme une façade pour dissimuler les intentions politiques de Washington et peut justifier l'ingérence dans la région amazonienne. La Colombie se situe aux frontières des pays tels que le Venezuela,

dans le Plan Colombie étaient destinés à des mesures militaro-policières (Lemoine et coll. 2006). En 2004, les États-Unis et le gouvernement d'Uribe introduisent le Plan patriote qui s'insère dans le cadre d'un programme de sécurité démocratique pour la Colombie, principalement dans le but de rassurer les investisseurs étrangers. Il s'agit principalement d'une augmentation de la sécurité frontalière et de la sécurité sur les territoires à intérêts étrangers. Pour le gouvernement d'Uribe, ce Plan est en quelque sorte une guerre préventive qui lui donne raison de restreindre les droits et les libertés fondamentaux au nom de la sécurité (FIDH 2004:10). Or, les principales cibles ne sont pas uniquement les groupes armés ou les narcotrafiquants, mais bien souvent les mouvements sociaux formés de paysans, d'autochtones, de syndicalistes, d'intellectuels et de défenseurs des droits humains qui choisissent de lutter démocratiquement pour préserver un mode de vie contraire à la logique des intérêts économiques étrangers (FIDH 2004:70). Ainsi, l'intimidation et la stratégie de la terreur sont utilisées couramment par les forces publiques vis-à-vis les paysans qu'elles accusent de collaborer avec la guérilla aussitôt qu'ils s'opposent au modèle néo-libéral prisé par le gouvernement. À ceci s'ajoutent les nombreux enlèvements, les disparitions et les assassinats qu'on attribue aux paramilitaires, connus pour être les exécutants non officiels du gouvernement⁴.

La rencontre des « crises équatoriennes » et de la crise humanitaire colombienne

Aux frontières de cette « crise humanitaire », on retrouve l'Équateur qui, depuis une décennie, a vécu plusieurs transformations qui ont positionné le pays dans une crise économique et une instabilité politique toujours actuelle. En plus des effets indéniables de la mondialisation⁵, l'Équateur a souffert d'une accumulation de bouleversements dans diverses sphères de sa vie collective au moment même où elle vivait une paralysie institutionnelle. Le politologue Jorge León parle non pas de la crise équatorienne, mais des crises équatoriennes (2003:25). L'Équateur est souvent présenté comme un

l'Équateur et le Brésil qui ont démontré depuis une décennie une certaine résistance face à l'hégémonie nord-américaine et son modèle d'économie néo-libérale. On peut penser aux élections des gouvernements de Lula, d'Hugo Chavez et plus récemment de Rafael Correa en Équateur, ainsi qu'aux soulèvements indigènes qui caractérisent l'Équateur des dernières décennies (Lemoine et coll. 2006). La Colombie donne d'autant plus une porte d'entrée sur l'Amazonie, une des zones les plus riches en pétrole, en forêts, en eau douce et en biodiversité. D'une certaine façon, le Plan Colombie est un accord qui permet de légitimer au nom de la sécurité une ingérence militaire qui serait illégale autrement dans toute la zone amazonienne et plus largement au sein des pays qui pourraient loger des mouvements contestataires.

⁴ Pour connaître les chiffres spécifiques des violations aux droits humains, voir l'article d'Atilio Borónl :

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticleandcode=BOR20060221andarticleId=2020>.

⁵ Nous définissons la mondialisation comme un processus complexe caractérisé par le dépassement du cadre national (Kearney 1995:548) et le maillage sans précédent des économies nationales (Labrecque 2000). Parmi les effets indéniables de la mondialisation, l'on retrouve l'ouverture des marchés, la mouvance des biens, des idées et des personnes, la perte de pouvoir de l'État et la décentralisation des pouvoirs (Escobar 1995; Kearney 1995; Long 1996).

cas extrême de petit pays aux mains de la mondialisation et victime de ses impacts économiques, politiques et institutionnels. Le pays dépend largement du pétrole, exploité par les plus grandes firmes étrangères. Les gouvernements qui se sont suivis jusqu'à récemment n'ont cessé de se rapprocher de la Maison Blanche et de ses politiques d'ouverture des marchés⁶. Le pays est maintenant dépendant du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (León 2003:25). Comme l'écrit Sassen, « [A] distinctive feature of the global economy today is the intermixture of law securing the exclusive territoriality of national states [...] with laws institutionalizing the rights of foreign firms and legalizing a growing array of cross-border transactions » (2002:275). L'Équateur fait bel et bien partie de cette économie globale décrite par Sassen.

En 1998, la conjoncture des événements plonge le pays dans une crise économique. Le phénomène El Niño frappe durement le pays fortement agricole. De plus, la chute du prix du pétrole nuit à l'Équateur, pour qui l'or noir est le principal produit d'exportation. Alors que le marché financier mondial vit également des difficultés, on note en Équateur une inflation de 91 % en 2000 (Maldonado 2004:168). De 1998 à 2004, on estime à 700 000 le nombre d'Équatoriens qui ont quitté leur pays natal, si bien qu'en 2004, l'argent envoyé par les Équatoriens qui vivent à l'extérieur du pays représente la première entrée d'argent au pays. Pour contrer cette conjoncture dévastatrice pour l'économie du pays, le gouvernement implante en 2000 la « dollarisation », remplaçant la devise nationale par celle du dollar américain, ce qui fait de l'Équateur le premier pays latino-américain à perdre sa devise nationale (Maldonado 2004:162). Bien que le changement de devise ait un effet stabilisateur sur l'inflation, l'adoption du dollar nuit au statut compétitif des produits équatoriens et augmente considérablement le coût de la vie (ONUE 2004:8). Les provinces frontalières, pour qui le marché colombien était la principale source de revenus, ont donc été particulièrement affectées par la dollarisation (ONUE 2004:19).

Au niveau politique, le pays a connu neuf présidents depuis 1996, dont aucun n'a terminé son mandat. La corruption des autorités semble être le pain quotidien et l'argent qui normalement doit être investi dans les infrastructures sociales du pays ne se rend pas à destination. L'instabilité politique au niveau national occasionne un manque de coordination avec les gouvernements provinciaux (ONUE 2004:21). De plus, suite à la destitution en avril 2005 du président en poste, Lucio Gutierrez, il fallut attendre à janvier 2006 pour que la Cour suprême soit reconstituée, faisant de l'Équateur le seul pays qui se réclamait d'État de droit sans Cour suprême. Cette paralysie institutionnelle, comme León la décrit, empêche l'Équateur de faire face aux différentes crises qui la touchent et de mettre en place des moyens pour s'en sortir. La situation de crise permanente qui caractérise le pays depuis près d'une génération, poursuit León, amène à se questionner sur ce qui est maintenant intégré au système et ce qui est situation de crise (2000:15).

⁶ Le gouvernement de Rafael Correa, récemment élu, se dissocie toutefois de cette tendance observée durant la dernière décennie.

En sécurité? La zone frontalière équatorienne au quotidien

L'implantation du Plan Colombie afin de régler la « crise humanitaire », s'entremêle au contexte particulier de la zone frontalière équatorienne et semble accentuer la vulnérabilité de la région. Plusieurs auteurs (notamment Sassen 2002:265; Donnan et Wilson 1998:9) ont montré que les frontières ne se limitent pas à une ligne géographique qui délimite un territoire et marque la différence. Elles deviennent plutôt des zones frontalières qui se forment à l'interaction et au chevauchement du global, du national et du local et qui transforment les institutions et y instaurent une dynamique quotidienne. La province amazonienne de Sucumbíos est frontalière de la Colombie et du Pérou. Des échanges commerciaux, particulièrement des produits agricoles, ainsi que la mouvance de la main d'œuvre d'un côté comme de l'autre ont toujours caractérisé la région frontalière. Elle est un lieu de flux continu avec un contexte historique qui a façonné le quotidien des groupes qui y vivent. Autrefois isolée par son éloignement et l'absence de route, la province de Sucumbíos est devenue depuis les années 1970 le centre nerveux de l'exploitation pétrolière équatorienne. Toutefois, il persiste un désengagement historique de la part du gouvernement équatorien, particulièrement dans les secteurs ruraux, en ce qui a trait aux investissements dans les infrastructures sociales, comme l'éducation, la santé et les services sanitaires (ONUE 2004:10).

Impacts des fumigations

Sous le Plan Colombie, l'une des initiatives majeures pour enrayer la production de feuilles de coca est la fumigation massive d'herbicide à concentration élevée qui a pour effet de détruire non seulement les plantations de coca, mais aussi toutes les cultures sur son passage. En raison des vents et de la proximité du territoire équatorien, ces fumigations appliquées par avion dans les zones rurales de la Colombie affectent d'emblée les sols équatoriens, les nappes phréatiques et plusieurs récoltes de survivance, mettant en danger l'environnement et la sécurité alimentaire⁷ des populations frontalières. L'économie de la région en est inévitablement affectée, puisque ces populations vivent majoritairement d'agriculture et de commerce agricole (OIPAZ 2002:62). Depuis le début des fumigations, plusieurs familles ont dû abandonner leurs terres pour la ville. À la recherche d'alternatives économiques, un membre de la famille doit souvent délaisser le foyer pour trouver du travail. Certains villages ont été désertés à plus de 95 % par les habitants (OIPAZ 2005:56). Les centres urbains peuvent difficilement répondre à cette croissance rapide et désordonnée et deviennent souvent le lieu de problèmes sociaux (OIPAZ 2005:43). Les familles ayant choisi de demeurer dans la région dépendent davantage des produits extérieurs à la région, aux coûts évidemment plus élevés. La diminution de la population dans la zone affectée a aussi son lot d'impacts sociaux, tels que la fermeture d'écoles ou de services de

⁷ Nous faisons ici référence à la sécurité alimentaire comme étant la disponibilité ainsi que l'accès d'aliments en quantité et en qualité suffisante.

santé (OIPAZ 2005:56). Les fumigations ont aussi eu des effets directs sur la santé des populations. Depuis l'implantation du Plan Colombie, le représentant syndical des travailleurs de la santé nous a confié avoir noté une augmentation des maladies chroniques incurables, du cancer de la peau, des infections de la peau, des malformations à la naissance, des bébés prématurés et des problèmes respiratoires⁸. Tous ces impacts, à la fois sur l'économie, la santé et l'environnement, semblent faire émerger des problèmes jusqu'alors inexistantes dans la zone et donnent lieu à l'intervention de tiers.

Impacts de l'arrivée des Colombiens

Les provinces frontalières ont toujours été le lieu d'accueil de plusieurs Colombiens, principalement pour le commerce. Or, depuis l'intensification du conflit colombien qui semble concorder avec le début du Plan Colombie, on note une hausse de la migration de Colombiens qui passent par les frontières terrestres pour demander le statut de réfugié ou pour y vivre clandestinement. L'impact de cette migration massive se fait sentir dans l'économie des provinces frontalières. Le marché de l'emploi étant déjà restreint dans la zone, l'arrivée d'un grand nombre de Colombiens rend la compétition encore plus féroce, surtout au niveau du petit commerce. Les Colombiens clandestins ou en attente pour l'obtention du statut de réfugié saturent le marché informel puisqu'ils n'ont d'autre choix pour survivre. Les services de base offerts aux Équatoriens, déjà inadéquats, répondent difficilement aux demandes incessantes de la population locale (OIPAZ 2005:65). L'intégration des Colombiens n'est donc pas facilitée par la situation frontalière précaire et plusieurs choisissent pour cette raison de se déplacer vers d'autres régions en Équateur (ONUE 2004:28).

Le président de la Fondation amazonienne pour les droits humains et citoyens que nous avons rencontré en 2005, confirme ce que le Rapport de l'ONUE mentionnait en 2004 : l'arrivée de nombreux Colombiens au même moment que la crise interne équatorienne a eu comme conséquence la construction d'une xénophobie collective des Équatoriens face aux Colombiens⁹ (ONUE 2004:25). Ceci fait aussi écho à l'explication de Malkki. Selon cette dernière, l'arrivée de « déplacés » est souvent perçue comme une pathologie dans la terre d'accueil. Les déplacés sont vus comme ayant un problème de moralité dû à leur déracinement et sont perçus comme étant à risque de sombrer dans la délinquance ou le terrorisme (1997:62). Pour grand nombre d'Équatoriens, les Colombiens sont en effet à la source de l'augmentation de la violence, de la délinquance, de l'alcoolisme et de la consommation de drogue chez les jeunes. L'arrivée des Colombiens crée une inquiétude chez les gens qui y voient un débordement du conflit colombien. Pour plusieurs ceci équivaut à la perte de sécurité. Les Colombiens qui arrivent en Équateur sont ainsi catégorisés comme

⁸ Informations tirées de l'entrevue avec le représentant du Syndicat des travailleurs de la santé de Sucumbios, 27 octobre 2005.

⁹ Informations tirées de l'entrevue avec le président de la Fundación amazonica por los derechos humanos y ciudadano (Fondation amazonienne pour les droits humains et citoyens), 24 octobre 2005.

un « problème », ils « sont transformés en des “populations-cibles”, c'est-à-dire des entités abstraites, propres à être dénombrées, cataloguées et ethnicisées », pour reprendre les mots de Pandolfi (2002:40). Cette description les renvoie ainsi à un groupe qui doit être pris en charge.

Problématique de la zone frontalière équatorienne : présence militaire, humanitaire et organisation de la société civile

Présence militaire

Depuis l'implantation du Plan Colombie, il semble y avoir une tranquillité perdue qui a laissé place à l'incertitude. Qui sont ces voisins? Comment peut-on assurer son avenir dans ce contexte? Comment nourrir et élever sa famille dans cet environnement? En plus de ces préoccupations quotidiennes, un discours d'insécurité plane sur la région. Les autorités de la province avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont souligné que les menaces armées, les enlèvements¹⁰ et la petite délinquance ont augmenté depuis l'établissement du Plan Colombie¹¹. En parallèle, la région qualifiée de « zone à risque » par les médias ne rassure pas les investisseurs étrangers. Le secteur de l'écotourisme, vu comme une alternative économique pour les populations de la région, a durement été affecté en raison de l'image dangereuse de la province véhiculée par les médias. La combinaison de cette augmentation de violence répertoriée par les services policiers, de ce sentiment de peur alimenté par les médias et de ce recul des investisseurs a justifié une politique de militarisation de la part de l'État équatorien, d'autant plus que sa situation frontalière à la Colombie en conflit oblige l'Équateur à penser sa sécurité nationale dans un contexte international (Haftendorn 1991:9).

Comme un habitant de la zone frontalière l'explique, la guerre en Colombie perdure depuis plus de 30 ans, mais jamais les gens n'ont eu aussi peur que maintenant. Il attribue ce changement à l'implication américaine au sein du conflit. Dans ses mots, il semble y avoir un « avant » et un « après » Plan Colombie (OIPAZ 2005:43). Les raisons entourant la présence militaire et les effets de sa présence nourrissent l'imaginaire social de peur plutôt que d'atténuer les incertitudes quotidiennes des populations. Les discours des autorités sur la sécurité, les opérations militaires dans la zone et l'image de la zone « violente et militarisée » alimentent une image négative autour de la région. Des titres tels que « Alerte à la frontière »¹² sont courants dans les journaux nationaux. Paradoxalement, la violence est perçue comme

¹⁰ Entre 2002 et le moment de la collecte de données, la Fondation des droits humains et citoyens faisait effet de 260 éliminations physiques, dont aucune n'avait été résolue jusqu'à 2005, lors de l'enquête.

¹¹ Informations tirées de l'entrevue avec le Directeur du Commissariat de police de Lago Agrio, 29 octobre 2005.

¹² Il s'agit de ma traduction. Le titre original étant « Alerta en la frontera » (López 2004).

croissante de jour en jour alors que les dispositifs de sécurité et militaires s'accroissent au même rythme. Comme l'ont indiqué d'abord Hobbes, puis des analystes de la sécurité contemporaine, l'État, garant de la sécurité, est à la fois source de protection et sources de danger (Walker 1990:4; Buzan 1991:35). Au quotidien, la militarisation de la zone est loin d'atténuer l'insécurité ressentie par les populations. Les policiers évoquent souvent chez les gens la méfiance. La présence de militaires armés n'a rien pour rassurer puisque la corruption est histoire courante et les militaires usent souvent de leur pouvoir pour intimider (ONUE 2004:28). Plusieurs habitants dénoncent le fait que la militarisation n'a comme but que de découvrir les plantations cachées de coca et non de protéger la population. Les militaires s'emparent souvent des habitations ou des écoles pour en faire leur centre de patrouilles. Plusieurs redoutent que ces patrouilles servent davantage au contrôle de la population qu'au contrôle des groupes armés. Les militaires exécutent des contrôles violents et ceux qui n'ont pas leur carte d'identité sont accusés d'être clandestins ou délinquants. Les gens ont peur de parler, n'ont pas confiance dans la protection que dit leur offrir le gouvernement et plusieurs y voient là une provocation et un abus d'autoritarisme (OIPAZ 2005). La population en arrive à la conclusion que pour l'État, la sécurité se restreint à sécuriser la souveraineté du territoire et ne se préoccupe pas d'offrir un climat de vie sain à sa population.

Présence humanitaire

Nous empruntons la définition de Fassin et Vasquez (2005), qui soutiennent que l'humanitaire¹³ s'appuie sur trois critères : une temporalité d'urgence, l'objectif de sauver des vies et une idée morale de ce qui est bien et ce qui est mal. L'humanitaire n'est pas neutre et impartial, sa mise en place dans une zone d'urgence a nécessairement des conséquences politiques, sociales et économiques et transforme les relations de pouvoir. Ce que Pandolfi (2002) appelle l'« appareil humanitaire » exprime l'idée d'un humanitaire avec sa propre logique de pouvoir, son imposition et son universalisme pour toutes les situations. Plusieurs soulignent, de plus, l'ambiguïté du rapport entre l'humanitaire et le militaire, notamment Chomsky (2000) et Pandolfi (2002), phénomène qui semble concorder avec ce que nous observons dans la région étudiée.

Le rapport de l'ONUE de 2004 décrit la zone frontalière comme vulnérable, en se basant sur les principes de la Déclaration du millénaire, des droits humains et du droit à la dignité humaine. Il demandait d'ailleurs au gouvernement équatorien la construction d'un plan préventif (2004:9) et appelait la communauté internationale à s'investir davantage dans la zone (2004:27). L'aspect problématique de cette zone a tranquillement amené les ONG à s'y intéresser et s'y implanter. Pouvons-nous alors parler de « souverainetés mouvantes », comme l'entend Pandolfi (2002)? Cette dernière formule à ce propos

¹³ Le concept d'humanitaire fait l'objet d'intenses débats, dont nous reconnaissons toute la pertinence. Nous ne croyons toutefois pas que la note de recherche est le lieu pour en débattre. Pour les besoins de cette note de recherche, nous nous sommes basées sur la définition élaborée par Fassin et Vasquez (2005).

l'hypothèse suivante :

les organismes internationaux et transnationaux agissent sur les territoires de l'ingérence et de l'urgence humanitaires comme des « souverainetés mouvantes » qui se déplacent de par le monde en légitimant sous la bannière des droits humains l'imposition de leurs règles et de leur temporalité. Ces souverainetés mouvantes constituent un réseau de gouvernance caractérisé par des stratégies de dé- ou re-territorialisation innovatrices. La violence de ces souverainetés mouvantes semble découler de deux de leurs caractéristiques : d'abord, les flux migratoires qui leur permettent d'articuler des formes et des pratiques institutionnelles globales et locales selon les termes de relations nouvelles et productives; ensuite, les voiles idéologiques de la compassion et de la pacification dont elles se parent pour pénétrer dans les territoires, pour mobiliser de puissants appuis dans les pays riches et pour recruter les élites des pays où elles interviennent (Pandolfi 2002:35).

Ainsi dans la région, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) est présent depuis 2000 et a pris en charge la gestion des réfugiés. Le Directeur du UNHCR dénonce l'inaction du gouvernement équatorien. Le gouvernement équatorien, explique-t-il, voit les réfugiés comme étant exclusivement l'objet d'intervention du UNHCR et se dégage de toute responsabilité¹⁴. Dans un tout autre contexte, Malkki (1997:64) a également observé ce désengagement de l'État qui a pour effet de mettre cette population grandissante de réfugiés à l'écart des questions nationales, les laissant ainsi sans voix. Plusieurs autres divisions des Nations Unies sont présentes dans la province ou y ont effectué des études¹⁵, entre autres sur les conséquences qu'engendrent les fumigations sur l'environnement et la santé des gens et sur l'atteinte aux droits humains. On y retrouve également des projets de développement international qui appuient l'organisation de la société civile et qui sont soutenus par des Fondations internationales ou encore des gouvernements étrangers tels que l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Des ONG, tels que l'Association latino-américaine pour les droits humains (ALDHU) et l'Observatoire pour la paix, se sont donnés, quant à eux, la mission de vigilance. Ces instances internationales, que l'on peut ainsi considérer comme étant des souverainetés mouvantes, modifient les relations de pouvoirs au quotidien en imposant leur propre logique de pouvoir et leur universalisme. Or, qu'en est-il de la société civile?

Société civile

La société civile¹⁶ demeure un acteur important de la zone et plusieurs

¹⁴ Informations tirées de l'entrevue avec le Directeur du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Lago Agrio, 26 octobre 2005.

¹⁵ On y retrouve l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme mondial pour l'alimentation (PMA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

¹⁶ Nous reconnaissons que la notion de société civile est un ensemble difficile à définir et l'objet d'intenses débats, mais nous ne souhaitons pas entrer ici dans le débat théorique qui l'entoure. Nous utilisons ce terme parce que les gens des deux initiatives mentionnées ci-dessus s'identifient comme appartenant à la société civile. Pour les besoins de cette note de recherche, nous définissons la société civile comme étant l'ensemble des entités à caractère national, régional ou international autres que les

initiatives le démontrent. Deux initiatives engendrées par la base (*grassroots*) valent ici la peine d'être mentionnées. Un Réseau de citoyens pour la paix à la frontière de Sucumbíos a été inauguré en 2004, suite à l'initiative de dix-huit communautés de la zone, et a demandé l'appui des organismes nationaux des droits humains, des gouverneurs provinciaux, de la *Defensora de los Pueblos* (Défense des peuples) et d'autres organisations civiles (OIPAZ 2005:53). Un autre exemple est celui du Forum binational Équateur-Colombie des peuples de la frontière, soutenue par l'Église de San Miguel, où se sont discutées à plusieurs reprises les problématiques partagées par les populations colombiennes et équatoriennes, comme les fumigations, la militarisation et les problèmes avec les pétrolières. Ces initiatives locales et régionales sont multiples et démontrent que le script de la modernité, celui des droits humains et de la sécurité, est sans doute incorporé et approprié par cette société civile active. Bref, des initiatives de la société civile se développent parallèlement à la présence de plus en plus forte d'acteurs internationaux au nom des droits humains et la présence d'acteurs nationaux au nom de la sécurité. C'est seulement à travers l'interaction entre tous ces acteurs dans la région, où s'entrecroisent des forces globales et locales, le centre et les périphéries (Appadurai 1996), que l'on peut comprendre la dynamique frontalière.

Conclusion

La province de Sucumbíos se trouve donc au point de rencontre entre deux pays en situation vulnérable. On y retrouve à la fois le conflit colombien accentué depuis l'implantation de nouvelles mesures de sécurité sous le Plan Colombie, face à l'Équateur et sa situation d'instabilité politique et économique. Au nom de la sécurité, la peur semble planer sur la province. Sucumbíos est aujourd'hui le théâtre où interagissent des dynamiques locales, nationales et globales. C'est le lieu où l'on observe un enchevêtrement de changements réels pour les populations y habitant – changements au niveau de l'environnement, de l'économie, de la santé et de la vie sociale – et un discours basé sur la sécurité et les droits humains qui contribuent aux transformations. Pour les cyniques, Sucumbíos peut paraître comme étant le portrait d'une région située au mauvais endroit sur laquelle s'acharnent les effets pervers du monde globalisé. Pour les plus positifs, Sucumbíos est cette région en pleine mutation où l'on observe les multiples composantes de notre contemporanéité. Pour ceux qui y vivent, cependant, c'est plus qu'un simple lieu marqué par des transformations, des difficultés et de nouveaux rapports de pouvoir, c'est avant tout un espace où l'on vit le quotidien et où le futur continue à se construire.

gouvernements fédéraux et les organisations internationales telles que l'ONU et ces différentes agences.

Bibliographie

- Appadurai, Arjun
1996 Sovereignty without Territoriality. Notes for a Postnational Geography. *In* Geography of Identity. Patricia Yaeger, dir. Pp. 44–58. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Badie, Bertrand
1995 La décomposition des territoires. *In* La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect. Pp. 132–179. Paris: Fayard.
- Borónl, Atilio
2006 Plan Patriote, Plan Colombie ou l'ensevelissement de nos rêves. Dial Adital, trad. Document électronique : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=BOR20060221&articleId=2020>, consulté le 4 septembre 2007.
- Buzan, Barry
1991[1983] Peoples, States and Fear. An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era. Deuxième édition. Boulder: Lynne Rienner Publisher.
- Chomsky, Noam
2000[1999] Le nouvel humanisme militaire. Lausanne: Éditions Page Deux.
- Escobar, Arturo
1995 Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World. Princeton: Princeton University Press.
- Fassin, Didier et Paula Vasquez
2005 Humanitarian Exception as the Rule: The Political Theology of 1999 Tragedia in Venezuela. *American Ethnologist* 32(3):389–405.
- Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)
2004 20 années d'activités de la FIDH en Colombie. Rapport. Document électronique : http://www.fidh.org/article.php3?id_article=683, consulté le 4 septembre 2007.
- Haftendorn, Helga
1991 The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline-Building in International Security. *International Studies Quarterly* 35:3–17.
- Hardt, Michael et Antonio Negri
2000 Empire. Denis-Armand Canal, trad. Paris: Exils Éditeur.
- Kearney, Michael
1995 The Local and the Global: the Anthropology of Globalization and Transnationalism. *Annual Review of Anthropology* 24:547–565.

- Krasner, Stephen T.
1999 *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton: Princeton University Press.
- Labrecque, Marie-France
2000 L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation. *Anthropologie et Sociétés* 24(1):57-78.
- León, Jorge
2000 Las crisis ecuatorianas en perspectiva. *In La Crisis ecuatoriana: Sus Bloqueos Economicos, Politicos y Sociales*. Maria-Fernanda Cañete, dir. Pp. 13-25. Quito: Centro de Investigación de los Movimientos Sociales del Ecuador (CEDIME).
2003 Un sistema político regionalizado y su crisis. *In Ecuador en crisis. Estado, etnicidad y movimientos sociales en era de la globalización*. Victor Breton, dir. Pp. 25-43. Barcelona: Icaria.
- Lemoine, Maurice et coll.
2006 L'Amérique latine à l'heure colombienne. *Le Monde diplomatique, Cahier documentaire*. Document électronique : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/>, consulté le 4 septembre 2007.
- Long, Norman
1996 Globalization and Localization. New Challenges to Rural Research. *In The Future of Anthropological Knowledge*. Henrietta L. Moore, ed. Pp. 37-59. London: Routledge.
- López, Franklin Barriga
2004 Alerta en la frontera. *El Comercio*, 23 janvier. Document électronique : http://www.elcomercio.com/solo_texto_search.asp?id_noticia=84042&anio=2004&mes=1&dia=23, consulté le 4 septembre 2007.
- Malkki, Liisa H.
1995 Refugees and Exile: From "Refugee Studies" to the National Order of Things. *Annual Review of Anthropology* 24:493-523.
1997 National Geographic: The Rooting of Peoples and the Territorialization of National Identity Among Scholars and Refugees. *In Culture, Power, Place. Explorations in Critical Anthropology*. Akhil Gupta et James Ferguson, dir. Pp. 52-74. Durham: Duke University Press.
- Nations Unies en Équateur (ONUÉ)
2004 La frontera Norte del Ecuador: Evaluación y recomendaciones de la Mision interagencial del Sistema de las Naciones Unidas en el Ecuador. Rapport. Quito: ONUÉ.
- Observatorio Internacional por la Paz (OIPAZ)
2002 Testimonios de la frontera, Efectos del Plan Colombia en la Frontera Colombo-Ecuatoriana. Rapport. Quito: OIPAZ.
2005 Testimonios de la frontera, Informe Anual de Seguimiento a la

Situación de la Frontera. Rapport annuel. Quito: OIPAZ.

Pandolfi, Mariella

2002 "Moral entrepreneurs", Souverainetés mouvantes et barbelés : Le bio politique dans les Balkans postcommunistes. Numéro spécial, « Politiques, jeux d'espaces », *Anthropologie et Société* 26(1):29-51.

Sassen, Saskia

2000 Spatialities and Temporalities of the Global: Elements of a Theorization. *Public Culture* 12(1):215-232.

U.S. Department of States (USDS)

2000 Fact Sheet, Plan Colombia. Bureau of Western Hemisphere Affairs, 14 mars. Document électronique : <http://www.state.gov/p/wha/rls/fs/2001/1042.htm>, consulté le 4 septembre 2007.

Walker, R.B.J.

1990 Security, Sovereignty, and the Challenge of World Politics. *Alternative* 15:3-27.

Wallerstein, Immanuel

1997 The Insurmountable Contradictions of Liberalism: Human Rights and the Rights of Peoples in the Geoculture of the Modern World-System. *In* Nations, Identities, Cultures. Pp. 181-198. London: Duke University Press.

Wilson, Thomas M. et Hastings Donnan

1998 Border Identities. Nation and State at International Frontiers. Cambridge: Cambridge University Press.

Résumé/Abstract

L'auteur illustre le cercle vicieux où la peur justifie la sécurité, et où la sécurité alimente la peur. Elle prend le cas de Sucumbíos, une province équatorienne à la frontière de la Colombie. Son hypothèse est que le discours alarmiste entourant la situation colombienne a justifié l'implantation de mesures de sécurité qui ont pour effet de créer un climat d'incertitude dans la zone frontalière équatorienne, déjà aux prises avec une instabilité politique et économique. Ainsi, cette région est devenue problématique et devient à la fois le théâtre de mesures de sécurité et d'interventions humanitaires.

Mots clés : Équateur, Plan Colombie, sécurité, humanitaire, droits humains

The author illustrates the vicious circle of fear that justifies security, and of security that nourishes fears. She considers the case of Sucumbíos, an equatorial province on the border of Colombia. The hypothesis is that the crisis discourse developed around the Colombian conflict has justified the implementation of security measures, which has in turn created insecurity in the border zone already shaken by internal political and economical instability. This region is now being problematized and has become the scene of security measures and humanitarian intervention.

Keywords: Ecuador, Plan Colombia, security, humanitarian, human rights

*Sophie Lemoyne-Dessaint
Candidat à la maîtrise
Département d'anthropologie
Université de Montréal
solemdes@yahoo.ca*